

PS



Gagner en 2012



Faut-il avoir envie ?

Quand les journalistes ne savent plus quoi écrire, ils reprennent le refrain de "l'envie". Il existerait en effet une loi quasi sacrée de la politique : pas de Graal élyséen sans "envie" de celui qui y prétend.

Cette présentation peut surprendre. L'élection présidentielle ne serait donc qu'une histoire de caprice ou une éprouvante compétition entre des enfleurs narcissiques. Tout ne serait qu'affaire de désir obsessionnel et de détermination à tout faire pour accéder à la magistrature suprême.

Le parcours de Nicolas Sarkozy devrait pourtant constituer un efficace antidote à cette vision. Aussi loin que la mémoire remonte, il affiche son ambition au point d'en faire une singularité tapageuse. Chaque occasion est pour lui une opportunité pour montrer qu'il ne pense qu'à "ça". **Toute son énergie**

est alors mobilisée pour la conquête du pouvoir au point de le laisser sans force quand il y parvient. Pendant des années, il n'aura de cesse de croire, de combattre et de persévérer pour au final, une fois devenu Président, donner le sentiment de ne pas savoir comment et pourquoi agir.

A cette "envie d'avoir envie", on peut opposer le sentiment de responsabilité. Avec la passion, c'est d'ailleurs pour le sociologue allemand Max Weber, la qualité première de l'homme politique, celle qui "le pousse à rationaliser et à faire de la cause qu'il défend, un moteur".

Avançons donc l'idée que le choix d'être candidat pourrait s'apparenter à un devoir, à la volonté de servir son pays. Ce sont deux motivations à la hauteur des exigences d'une campagne non ? ■

DSK EST-IL DE GAUCHE... ?

DSK a adhéré au PS de François Mitterrand en 1976. Sa trajectoire est plus cohérente que celle de beaucoup de ceux qui voudraient aujourd'hui lui donner des leçons. Proche durant dix-huit mois du "CERES", le courant de Jean-Pierre Chevènement, c'est Lionel Jospin alors premier secrétaire qui le nomme en 1981 coordonnateur des experts du PS. Naît alors une complicité intellectuelle qui ne se démentira jamais.

Dans l'histoire du PS, il a toujours appartenu à l'axe central. Il fut, avant 1997, le promoteur des 35 heures. Il a aussi sorti 350 000 jeunes du chômage, grâce au dispositif des emplois jeunes dont il a été l'initiateur. Ministre sous Jospin, il a mené une politique macro-économique très habile de relance de la consommation et de réduction de la dette publique. Les Français n'ont pas oublié cette époque où une gauche réaliste menait de grandes réformes sociales. C'est probablement ce qui explique pour une bonne part la cote élevée de Strauss-Kahn dans les sondages.

À la tête de FMI, il a transformé cette institution en augmentant les ressources "prêtables" jusqu'à 860 milliards de dollars, dont 17 consacrés au développement de l'Afrique. Il a proposé la création d'un "fonds vert" doté de 100 milliards de dollars d'ici à 2020.

La Grèce va recevoir du FMI 30 milliards d'euros et des prêts à 3,5 % d'intérêt, alors que les marchés les proposent à 18 % et que la France et l'Allemagne prêtent à 5 %. En plus, l'institution participe au fonds de stabilisation pour sauver l'euro à hauteur de 250 milliards d'euros.

En 2012, il nous faudra un président de la République menant une politique de gauche très réaliste et poursuivant une ambition crédible. En politique, ce qui compte, c'est la compétence et le parcours.

Puissant ou misérable... >>> Les chiffres sont là,

irréfutables. Les deux tiers des 30 milliards d'euros de baisse d'impôts consentis de 2002 à 2009, financés par l'ensemble des Français, ont profité aux 5 % des ménages les plus aisés. Certes, l'expérience démontre qu'il ne suffit pas d'appauvrir les riches pour enrichir les pauvres, mais l'option retenue, visant à appauvrir les pauvres pour enrichir les riches, paraît tout de même moralement assez extravagante ! Le gouvernement, nous dit-on aujourd'hui, a pourtant pris conscience du problème et s'apprête à supprimer le bouclier fiscal. Seulement voilà, il compte aussi profiter de l'occasion pour se débarrasser de l'ISF, – ce qui au bout du compte revient à multiplier encore par quatre le bénéfice pour les plus fortunés... Chassez le naturel, il revient au galop !



>> 3 QUESTIONS À...

Marisol Touraine

Députée d'Indre-et-Loire, vice-présidente du groupe socialiste, secrétaire nationale du PS à la santé et à la sécurité sociale

Son blog <http://marisoltouraine.typepad.fr>

Une autre réforme était possible

Quel bilan tirez-vous de la longue séquence "réforme des retraites" qui vient de se clore avec la promulgation de la loi ?

D'abord, le **gouvernement** a perdu la bataille de l'opinion et sort affaibli par cette réforme, qui a montré le **caractère profondément injuste de sa politique sociale**. La réforme n'est pas pérenne et l'ensemble de l'effort repose sur les salariés, et en particulier les plus modestes, le symbole de cette injustice étant le relèvement à 67 ans de l'âge de départ sans décote, qui touche les précaires, et d'abord les femmes.

Ensuite, pour la première fois depuis longtemps, le débat s'est réellement fait projet contre projet, et **la droite n'a pas pu imposer l'idée que le PS n'avait pas de propositions**, car il en avait.

Avons-nous fait des erreurs à gauche ?

Nous avons réussi à construire **un projet**, avant celui du gouvernement, **crédible financièrement**, juste, et en phase avec les évolutions de la société : à la diversité des parcours professionnels, doivent répondre des conditions de départ en retraite adaptées.

Notre projet constituait un tout : en mettant en cause nos propositions démographiques, qui sont justes puisqu'elles font de la durée de cotisation le pivot de la réforme, et permettent aux plus vulnérables de partir à 60 ans, mais incitent les autres à retarder leur départ, en insistant sur les seuls prélèvements fiscaux certains, au PS, ont desservi la crédibilité de notre projet et celle du PS.

Qu'allons nous faire d'ici à 2012 ?

Je crois qu'à **travers le débat sur les retraites, se cristallisent toutes les inquiétudes et les attentes des Français à l'égard du travail** : difficultés des jeunes à entrer dans la vie active, précarité, souffrance au travail, chômage des plus de 50 ans... Les socialistes doivent contribuer à montrer qu'une autre réforme est possible qui permette à la fois de **faire face au défi financier** et de **prendre en compte la réalité sociale**. Nous le devons aux jeunes, qui sont tentés par des solutions d'assurance individuelle. Il nous faudra **porter notre projet** auprès des Français **d'une manière qui soit à la fois socialement ambitieuse et réaliste**. ■

paroles de militants >>

DSK la confiance en 3 lettres

"Le temps n'est plus aux promesses, il faut des actions audacieuses"

Ainsi pourrais-je débiter, comme l'a récemment fait Amnesty International.

De l'audace, du sérieux, de la crédibilité et des résultats : voilà ce que vont attendre nos concitoyens dans les mois

qui nous séparent du premier tour de l'élection présidentielle. Ce ne sont pas que des mots, ce sont des espoirs que vont porter des millions de Français à travers le parti socialiste et son candidat.

En tant qu'élu local je ne peux, bien évidemment, que partager ce sentiment.

Les réalités du terrain sont loin des envolées lyriques de la majorité qui n'aboutissent, finalement, qu'à peu de choses. Et quand réalisations il y a, elles sont majoritairement critiquables car injustes et sources de clivages violents entre les Français.

La France a besoin d'être guidée avec des mots justes, qui ne trompent pas ses habitants. Elle traverse un marasme économique sans précédent qui doit la

pousser à chercher des solutions ne faisant pas rêver mais grandir, et qui la sortent d'une situation qui n'a que trop duré.

Un mot s'imposera, parfois galvaudé, celui de "confiance". Un homme peut l'incarner, Dominique Strauss-Kahn.

Le maire que je suis, et c'est à ce titre que j'interviens ici, soutient **celui qui peut, sans fioriture, incarner le rebond national** tant sur un plan prioritairement économique que sur le volet social et celui des solidarités. Ce témoignage apportera, je le souhaite, une contribution dans ce qui n'est qu'aujourd'hui une hypothèse : sa candidature.

Yohann Nédélec

Maire du Relecq Kerhuon

à lire... >> "Les uns et les autres, même séparés, restons des socialistes ; malgré tout, restons des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer commun pourra encore réunir". Léon Blum vient de finir son intervention et quitte la tribune dans le tumulte. Réalisée quinze ans plus tôt, l'unité du mouvement socialiste vole en éclats. Les communistes et socialistes n'ont plus rien à faire ensemble dans la même maison. Nous sommes le 27 décembre 1920 à Tours, où se tient le XVIII^e congrès du Parti socialiste unifié, Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.). A l'occasion du 90^{ème} anniversaire du congrès de Tours, l'historien Sylvain Boulouque, dans une note publiée par la Fondation Jaurès ([ici](#)) revient sur ce moment clef qui marque encore la mémoire des gauches.